

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://www.universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article68>

# **Démondialisation : est-ce vraiment possible ?**

- Université Populaire de Toulouse - Thématiques - Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 13 octobre 2011

---

**Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés**

---

**Jacques Sapir est économiste, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et à l'Université de Moscou. Il dirige le Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI-EHESS) et assure la fonction de responsable de la formation doctorale Recherches Comparatives sur le Développement de l'EHESS. Il a notamment publié « Le Nouveau XXIe siècle », « La Fin de l'Euro-libéralisme », « Les Trous noirs de la science économique » et cette année « La démondialisation » (Éditions Seuil, 272 pages, 19,50 Euros).**

### **On peut nationaliser ou mettre sous tutelle les banques**

VRAI. Il faut d'abord distinguer une nationalisation d'une mise sous tutelle.

1-Dans une mise sous tutelle, on ne touche pas aux droits des actionnaires mais on leur retire leur pouvoir de décision. Oui c'est tout à fait possible. La loi prévoit le cas de nationalisation pour cause de sécurité nationale, et la procédure de mise sous séquestre. C'est légalement possible.

2- Dans le cas d'une nationalisation, l'État devient propriétaire de toutes les dettes des banques. Or aujourd'hui, les banques ont accumulé un montant de dettes en partie inconnu, mais qui peut obliger un gouvernement à un effort de recapitalisation jusqu'à plus de 100 milliards. La mise sous séquestre permet à l'État de séparer dans les banques la structure de banque d'affaires ou d'investissement (où sont accumulées les mauvaises dettes) de la banque de dépôt, qui pourrait être nationalisée.

### **On peut taxer les transactions financières**

VRAI. Mais cela pose trois problèmes.

1- Le premier :

on provoquera un détournement de flux financiers au détriment de la France. En même temps certains de ces flux financiers ne sont pas forcément souhaitables, en particulier les capitaux à court et très court terme.

2-Deuxième problème : est-ce efficace ?

L'idée de cette taxation a été imaginée par James Tobin, il y a plus de 30 ans. Et à l'époque nous n'avions pas le développement de tous ces produits dérivés. En fait, cela va beaucoup plus loin qu'une taxation : il faudrait interdire un certain type d'opérations.

3-Troisième point : une telle interdiction est-elle possible au niveau français ?

Oui mais cela va poser plus de problèmes. L'idéal serait que cette interdiction soit prise au niveau de certains pays d'Europe. Si ce ne peut pas être le cas, une interdiction au seul niveau français peut être réalisée parce que l'épargne annuelle des Français (21 % du PIB) est amplement suffisante pour faire face aux problèmes

d'investissements et au problème de la dette. Cette situation est toutefois typique à la France ; on ne la retrouve pas dans les autres pays.

### **On peut relocaliser les emplois partis à l'étranger**

VRAI. Dans ce phénomène, il faut distinguer la question des délocalisations d'activités liées au développement de marchés étrangers et la délocalisation d'activités françaises pour servir le marché français. Là, il est très clair que la mise en place de mesures protectionnistes (à différencier en fonction des pays et des produits) est tout à fait possible. Cela aura un effet sur l'économie française compte tenu du fait que le marché français est relativement important. Cela incitera des entreprises françaises à relocaliser leurs activités en France pour servir le marché français.

### **On peut taxer les produits chinois**

VRAI ET FAUX. C'est vrai, mais il n'est pas pensable ni souhaitable d'avoir un tarif unique pour les produits chinois. Certains doivent être taxés très lourdement ; d'autres ce n'est pas nécessaire compte tenu du rapport entre les coûts salariaux et la productivité.

### **La mise en place de nouvelles barrières douanières peut être réalisée par un seul État**

VRAI. La question du protectionnisme européen correspond en fait à la meilleure des solutions. Un protectionnisme qui serait mis en place au niveau des pays du coeur historique de l'Europe serait plus efficace que des mesures prises dans le cadre national. Mais les mesures qui seraient prises dans le cadre national seraient elles-mêmes plus efficaces que le statu quo. Il ne faut pas confondre l'optimalité d'une mesure, c'est-à-dire « quelle est la mesure la plus efficace ? » avec le fait que d'autres mesures peuvent aussi être efficaces. Sur ce point, je pense que des mesures de nature protectionnistes doivent être prises au niveau français dans l'intention de provoquer un débat et d'inciter des pays du coeur de l'Europe à nous rejoindre sur des mesures de ce type.

### **On peut renoncer à l'euro**

VRAI ET FAUX. Ces mesures protectionnistes ne sont pas nécessairement incompatibles avec l'euro. On peut tout à fait garder l'euro avec ces mesures. Mais le problème de l'euro se pose du point de vue beaucoup plus général de la logique de la monnaie unique et de la logique de la crise. Aujourd'hui on voit bien que les moyens utilisés pour arrêter la crise sont inefficaces. En fait, la seule possibilité d'arrêter la crise serait massivement de monétiser les dettes, c'est-à-dire de les faire racheter par la Banque centrale européenne, et d'autoriser celle-ci à accorder des avances de trésoreries aux États. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les États-Unis.

Mais en raison des institutions de la zone euro et de l'individualité politique des pays, on voit bien qu'on va se heurter à des difficultés très importantes et en particulier sur la mesure de monétisation directe qui n'est pas constitutionnelle en Allemagne. À chaque fois, les Allemands sont obligés de faire valider ces mesures par la cour constitutionnelle de Karlsruhe qui, récemment, a mis des bornes très précises sur les Eurobonds et la monétisation de la dette.

Il est possible techniquement de sauver l'euro, mais politiquement, ça apparaît aujourd'hui extrêmement difficile.

Plutôt que d'entrer dans une crise qui va durer de 6 à 18 mois marqués par une succession de chocs boursiers, de chocs bancaires, avec in fine un risque de déflation en France et dans d'autres pays, on peut se demander : n'aurions-nous pas intérêt à devancer les événements et à sortir de l'euro dans une sortie ordonnée entre plusieurs pays ?

### **La mondialisation a échoué**

## Démondialisation : est-ce vraiment possible ?

---

VRAI ET FAUX. Si vous prenez le point de vue des grandes entreprises multinationales, la mondialisation est un succès.

Si vous prenez le point de vue des travailleurs du Nord comme du Sud, la mondialisation est un échec.

Le problème du jugement que l'on porte sur la mondialisation dépend du point de vue. Quand Mme Parisot dit que la mondialisation est un succès, elle n'a pas tort, mais du point de vue du Medef, qui n'est pas forcément celui de la population française.